Les musulmans de France **sont-ils représentables ?**

Les musulmans de France peinent à se faire représenter. Quelle en est la raison ? Est-ce dû à un manque d'organisation de cette communauté, à l'instrumentalisation politique de ce sujet ou à l'islamophobie généralisée ? Des professeurs, journalistes et autres militants ont accepté de réfléchir à cette question, et livrent un début d'explication. **Par Sabrina Kassa**

Lorsqu'à la mi-septembre, le mouvement #Not in My Name (1), lancé par une fondation caritative musulmane britannique pour répondre aux crimes de l'Etat islamique et *"noyer leur message de haine et de violence"*, a tourné en boucle sur les réseaux sociaux, les musulmans de France ont été pris de vertige *(voir page 32)*. Fallait-il ou non emboîter le pas pour devancer l'amalgame que certains pouvaient faire entre eux et ces "barbares", surtout après la décapitation d'Hervé Gourdel en Algérie, ou au contraire refuser l'assignation identitaire que sous-entendait cette prise de parole ?

Si certains se sont reconnus dans l'appel "Nous sommes tous des sales Français" signé par des musulmans de la (haute) société civile, avocats, médecins et personnalités politiques comme la sénatrice socialiste Bariza Khiari, d'autres ont clairement exprimé leur exaspération de voir les musulmans sommés de se justifier (2). Quand la plupart, comme d'habitude, sont restés silencieux, en attendant que ce nouvel orage passe.

Représentativité fabriquée

"On est entre le marteau et l'enclume. Je ne condamne que ce dont je suis responsable. On nous demande de ne pas être communautaristes du matin au soir et on nous demande de penser en individu, et là, tout à coup, on doit se sentir en communauté", pointait justement Fateh Kimouche, fondateur du blog Al-Kanz, créé en 2006 à l'intention de la communauté musulmane francophone. L'épisode a laissé toutefois une interrogation ouverte : qui peut parler au nom des musulmans de France ? Le Conseil français du culte musulman (CFCM) ? Mis à part quand les pouvoirs publics le sollicitent, force est de constater que le CFCM n'a pas de poids dans le débat public. *"La France a voulu une autorité d'islam qui parlerait à ses musulmans. Qui leur dirait. Qui leur ferait comprendre. Elle a voulu se l'inventer elle-même, cette haute autorité de l'islam français. Ce fut le CFCM, forgé par Sarkozy, alliage factice de 'modérés' algériens, de frères UOIF* (Union des organisations islamiques de France, ndlr)*, de Marocains, de notables et de braves gens. Comité Potemkine. Cela ne pouvait pas produire de doctrine. Le CFCM n'existe pas"*, rappelle Claude Askolovitch, auteur de *Nos Mal-aimés. Ces musulmans dont la France ne veut pas* (éd. Grasset).

Pas seulement des Maghrébins

Pour la toute nouvelle porte-parole du CCIF (Collectif contre l'islamophobie en France), Elsa Ray, de toute façon, *"les musulmans de France, ça ne veut rien dire. Pour la plupart des gens, les musulmans ce sont les Arabes, mais ce n'est pas juste. Même si ceux d'origine maghrébine sont les plus nombreux, il y a de plus en plus de gens issus des pays de l'Est, de convertis, d'Asiatiques… C'est une communauté de plus en plus hétérogène*, insiste-t-elle. *Et même parmi les Maghrébins, c'est une population qui a beaucoup changé depuis les années 1970-1980. La plupart maintenant sont Français !* Reste que la représentation institutionnelle, que ce soit le CFCM, l'UOIF ou la Mosquée de Paris, est d'origine maghrébine. Il en est de même des musulmans médiatisés, tels que l'imam de Drancy, Hassen Chalghoumi. Tous sont issus du Maghreb et d'une certaine génération.

Ce manque de diversité dans la représentation est un constat partagé par Emre Demir, fondateur et rédacteur en chef de Zaman France, un site d'information franco-

Lumi Cucen/Bobairport/Plainpicture

turc créé en 2008 qui revendique 10 000 abonnés, émanation du mouvement Gülen (islamistes libéraux). *"Il n'y a pas un seul islam, ni en France ni dans le monde d'ailleurs. Seuls les stéréotypes circulent en général. En particulier, en France, où la vision est très influencée par la tradition anticléricale. Ce que l'on connaît, c'est l'islam des consulats. Chacun dans son monde…"*

A cette diversité d'origine, il faut ajouter la diversité sociale qui traverse cette population. *"Ceux qui ont la prétention de les représenter ou de parler en leur nom se réclament imprudemment d'eux*, considère Nacira Guénif-Souilamas, professeur à l'université Paris-8. *Ils parlent trop. Comme si les musulmans de France étaient une population unifiée et unique, qui vit séparément des autres. On peut au contraire se demander si ceux qui parlent pour eux, ou en tant que 'spécialistes de l'islam', n'ont pas des intérêts personnels ou une stratégie de promotion personnelle en exploitant ce vivier rentable médiatiquement."*

Représentations caricaturales

Ainsi le CFCM, en plus d'être une coquille vide servant des intérêts autres que ceux des musulmans de France, contribue, selon la chercheuse, *"à appauvrir leur réalité. Car cela ne permet pas de rendre compte de leur pluralité d'être et de mode d'existence. Les musulmanes et musulmans sont partout, ils font plein de choses, existent de façon différente, mais cette réalité est déniée. C'est l'essence musulmane qui s'impose partout, comme si l'on était seulement musulman"*. Les représentations des musulmans de France seraient ainsi à la fois caricaturales et insuffisantes. Reste à savoir ce qu'il faudrait faire pour remédier à cette situation ?

"Le CCIF n'est pas là pour organiser, pour représenter, ni promouvoir, c'est une mobilisation apolitique et non cultuelle qui vise à défendre les droits des musulmans", insiste Elsa Ray. Cependant, sans l'ombre d'une hésitation, elle considère que les musulmans ont intérêt à s'organiser pour améliorer leur représentation. Au risque d'être traités de communautaristes ? *"La France vit dans le déni de l'existence des communautés. Dites à un Breton que les communautés n'existent pas, ça le fera bien rire. En fait, quand le Breton le dit, ce n'est pas du communautarisme mais quand ce sont les Arabes, alors là, oui. Le discours dans l'air du temps, c'est de dire :* 'Ils sont entre eux, ils montrent leurs différences, c'est ça qui pose problème, etc.' *Le vrai problème, c'est que le racisme a gangrené notre société. Et que l'on se sert de l'argument du communautarisme pour délégitimer certaines personnes."*

Officiellement, ce sont eux (cadres de l'UOIF et du CFCM, recteur de la mosquée de Paris) qui représentent les musulmans de France. Une autorité relative et contestée par beaucoup.

Partant également du constat que la représentation institutionnelle est loin de la communauté musulmane de France, Emre Demir pense quant à lui qu'*"il faudrait créer une institution comme le CRIF* (Conseil représentatif des institutions juives de France, ndlr) *pour rassembler tout le monde. C'est une nécessité. Les musulmans ont besoin d'une organisation de la société civile pour les représenter dans toute leur richesse, pas seulement dans leur dimension religieuse"*.

Le souci, c'est que les musulmans, à l'instar des non-musulmans, sont difficiles à organiser, même sur un intérêt commun comme l'islamophobie. *"On a un problème de méthode pour s'ouvrir, constate la porte-parole du CCIF. Les communautés sont organisées par quartier, par origine, par classe sociale. Ce n'est pas qu'un problème de Noirs ou d'Arabes, c'est la société française qui est très cloisonnée."*

Elsa Ray constate toutefois que la convergence des luttes fonctionne avec les nouveaux collectifs : Les Indivisibles,

> Les musulmans, à l'instar des non-musulmans, sont difficiles à organiser, même sur un intérêt commun comme l'islamophobie

Thomas Samson/AFP

la Brigade anti-négrophobie, Stop le contrôle au faciès, ou sur des combats spécifiques comme l'amélioration des relations police-citoyens. *"S'organiser, changer les représentations, ça prend du temps, c'est un travail de longue haleine. Des voix commencent à s'élever. Le travail de mobilisation est récent. Il faut attendre que les fruits mûrissent."*

De la nécessité d'expliquer l'islam

Si le combat contre l'islamophobie est fédérateur, la focalisation sur des positions défensives comporte cependant des risques. *"Trop parler d'islamophobie, c'est dangereux pour la représentation des musulmans de France,* juge Emre Demir. Ça alimente l'islamophobie. *Il vaudrait mieux chercher des solidarités avec d'autres minorités sur toutes sortes de discriminations, la question des réfugiés, etc."* D'autant plus que s'il constate la montée de l'islamophobie, il estime qu'il est faux de penser que "tous les Français sont islamophobes". D'après le fondateur de Zaman.fr, *"les musulmans de France devraient accepter de faire un travail d'explication sur l'islam. Monsieur Tout-le-Monde ne connaît pas l'islam. Les gens ont peur, à cause de l'image véhiculée par les médias et la politique internationale. Ce n'est pas de l'islamophobie. Au lieu de ça, on opte pour un discours radical. On cherche partout l'islamophobie. Il faut arrêter de chercher des coupables partout, les Etats-Unis, Israël... Et se tourner vers nous-mêmes. Sans ça, cela peut être pire pour notre représentation".*

> "Il faudrait que la société commence par accepter qu'être musulman et français n'est pas une mauvaise nouvelle"

Relais peu nombreux, politiques frileux

Trouver des formes d'organisation et de représentation des musulmans de France n'est pas aisé et les relais sont peu nombreux. Mis à part la Ligue des droits de l'homme, et quelques autres, les associations traditionnelles refusent de rentrer dans la lutte pour les droits des musulmans. Quant à la plupart des politiques, même ceux qui se définissent comme musulmans, ils semblent craindre d'être stigmatisés en prenant position pour l'organisation des musulmans, à l'instar de la sénatrice socialiste de Paris Bariza Khiari qui a refusé de répondre à nos questions, jugées *"trop communautaristes".*

"Développer d'autres discours aujourd'hui dans cette ambiance toxique, c'est compliqué. Le problème, ce n'est pas le risque de s'enfermer en parlant en tant que musulman, ou en s'exprimant sur la question de l'islamophobie, mais d'être enfermé par le regard majoritaire. S'affirmer musulman, même positivement, c'est inaudible. On est accusé de fermeture identitaire, plus précisément on est renvoyé à une communauté comme si c'était un drame et le signe d'un fanatisme", analyse Nacira Guénif-Souilamas.

"Pour s'en sortir, poursuit-elle, *il faudrait que la société commence par accepter qu'être musulman et français n'est pas une mauvaise nouvelle. Dans le fond, la question n'est pas d'accepter les revendications, mais d'accueillir cette expression identitaire autrement que comme une déclaration de guerre."* Les musulmans, individuellement ou collectivement, n'ont d'autres choix que d'exister dans la faible marge de manœuvre qui est la leur, pour montrer la diversité de leur rapport au monde et la multiplicité des engagements qui les constituent. En attendant – inch'Allah – de se diluer dans le corps social. ■

1. L'audience de Not in My Name (Pas en mon nom) a été démultipliée après que le mouvement a été cité par Barack Obama dans son discours devant l'Assemblée générale des Nations unies.
2. Par exemple, la tribune #Notinmyname, mais au nom de qui au juste.